

# AVIS DE TEMPETES

*Bulletin anarchiste  
pour la guerre sociale*

.....  
# 23 – 15 novembre 2019



## | Cartes de visite |

**O**n sait qu'une des cartes de visite laissée par les insurrections dans l'histoire est qu'elles peuvent commencer avec un prétexte banal, faisant exploser de manière inattendue les contradictions sociales bouillantes depuis trop longtemps. N'était-ce pas l'immolation en décembre 2010 d'un jeune vendeur à la sauvette tunisien, las du harcèlement policier dans une vie de misère, qui avait mis le feu aux poudres du dit printemps arabe qui allait embraser la Tunisie et l'Égypte, en passant par la Libye et la Syrie ? N'était-ce pas déjà une dispute à propos de canons payés par souscription populaire pendant une guerre perdue qui fut l'étincelle ayant provoqué l'insurrection de la Commune de Paris en mars 1871, ouvrant un imaginaire flamboyant jusqu'à nos jours ?

Fin janvier 2019, lorsque l'augmentation du prix du ticket à Santiago du Chili lui fit atteindre la barre symbolique des 800 pesos pour le métro et de 700 pesos pour les bus... il ne se passa rien. Mais lorsqu'une nouvelle hausse dix mois plus tard de 30 pesos pour l'un et de 10 pesos pour l'autre

a été annoncée, des lycéens ont commencé à gruger le métro de la capitale en guise de protestation. Des premières fraudes le 7 octobre jusqu'à leur multiplication la semaine suivante provoquant des fermetures de stations par les autorités, d'enfoncement de grilles du métro jusqu'aux affrontements avec les carabiniers de part et d'autre des composteurs le 17 octobre, il n'aura pas fallu dix jours pour que la révolte explose au Chili le lendemain, puis que l'état d'urgence avec couvre-feu militaire ne soit décrété le 19 octobre. Les protestataires initiaux remettaient-ils en cause cette infrastructure bâtie pour déplacer des flux d'esclaves vers leur lieu d'exploitation et de consommation ? Non, ils demandaient à l'utiliser sans que cela ne grève trop leur budget. C'était un mouvement de désobéissance sans concession (ne plus payer et inciter les autres à le faire) pour protester contre la vie chère. Une vie que beaucoup s'imaginait alors continuer de mener dans la même triste galère, entre plusieurs boulots pour joindre les deux bouts, de la débrouille dans l'économie informelle, une dette à long terme pour ceux qui ont fait

## OCTOBRE 2019

1/10, Nice (France).

Trois sans-papiers enfermés dans le centre de rétention (CRA) de la caserne Auvare parviennent à s'évader après avoir subtilisé les clés de leurs géoliers. Si l'un est repris et condamné le 28 octobre à 6 mois ferme, les deux autres courent toujours !

5/10, Brême (Allemagne).

Dans le quartier de Vahr au cours de la nuit, une Jaguar part en fumée chez le concessionnaire *Woltmann*, fournisseur de 4x4 et autres SUV. Deux autres voitures de luxe endommagées par les flammes ( 230.000 euros de dégâts).

12/10, Athènes (Grèce).

Dans le quartier bourgeois de Melissa, le poste de police est attaqué pendant la nuit avec des molotovs. Plusieurs véhicules et l'entrée sont incendiés. Deux semaines après l'attaque, la *Brigade Zéro* revendique l'attaque en réponse aux expulsions à Exarchia et en solidarité avec la révolte au Chili.

13/10, Minsk (Biélorussie).

En solidarité avec les compagnons incarcérés en Biélorussie (Dmitry Polienko, Vadim Boyko, Ilya Valavik, Svyatoslav Baranovich, Mikhail Zhemchuzhnyy et les compagnons accusés d'une attaque contre le tribunal à Minsk), des anarchistes lancent des molotovs contre l'entrée de la prison préventive de Volodarka.

14/10, Suisse.

Plusieurs agences du *Crédit Suisse*, financeur d'industries de guerre et partenaire de l'Etat turc, sont attaquées dans plusieurs villes. A Zurich, une agence reçoit coups de marteau et peinture lors d'une déambulation, idem à Bâle et

des études, une retraite misérable confiée à des fonds de pension privés et une santé où on crève de douleur faute de pouvoir se payer les médicaments, le tout sur un territoire où les 1% les plus riches possèdent plus de 25% du PIB national en s'étant enrichis sous les ors de la dictature militaire du général Pinochet.

Pour que la révolte explose, il a certes fallu qu'une petite minorité aussi joyeuse qu'enragée lance une étincelle, mais aussi qu'un petit ingrédient supplémentaire vienne se rajouter : l'action directe diffuse qui renverse la table au bon moment. Quoi donc, des milliers de jeunes s'affrontent jour après jour avec la police pour frauder en rendant le métro gratuit *de fait*, et voilà que des inconnus entreprennent de supprimer la question elle-même en saccageant et détruisant les stations, avec leur lot de boutiques, de composteurs, de distributeurs de billets, leurs systèmes électriques et même leurs rames ! En un week-end, du 18 au 20 octobre, la moitié des stations du système de transport sous-terrain chilien a été mise hors service (25 stations incendiées et 93 endommagées), et plus de 2800 bus ont été attaqués jusqu'à ce jour. Ce signal a été très bien compris malgré le couvre-feu militaire, puisque l'ensemble du Grand Santiago s'est immédiatement embrasé, ainsi que toutes les grandes villes du nord au sud, et ce depuis quatre semaines déjà. Des centaines de supermarchés ont été pillés et saccagés de jour comme de nuit et/ou livrés aux flammes, tout comme près de 300 pharmacies, 68 tribunaux, des sièges de partis de droite comme de gauche (de l'UDI à Santiago au RN à Melipilla et au PS à Valvidia), des églises, des mairies et préfectures régionales, des banques et des galeries commerciales, des caisses de retraite et des agences ministérielles, des écoles et des entreprises agro-forestières, des bureaux de l'état civil et des universités, des péages autoroutiers et des antennes de télécommunication.

Si ce qui compte est bien entendu d'ordre qualitatif, à savoir les capacités d'attaque et de destruction contre des structures de l'ennemi clairement identifiées, perçues comme hostiles ou comme responsables de la misère et de l'oppression, la présence de petits groupes mobiles qui se connaissent et savent se mouvoir (par quartier, lycées, clubs de foot ou par affinités), la simultanéité d'émeutes diffuses et de blocages, de sabotages d'infrastructures et de spontanéité dans la révolte, tout comme le refus immédiat des politiciailles de tous bords et la présence d'un mouvement anarchiste informel et basé sur l'action directe... on notera aussi que

d'un point de vue quantitatif, la *Chambre chilienne de la Construction* (CChC) a évalué au 15 novembre les dégâts à 4500 millions de dollars, dont 380 millions pour le seul métro, 2 330 millions pour les infrastructures publiques et 2 250 millions pour les locaux non résidentiels.

Bien entendu, certains grands moments collectifs ont été importants, comme le 25 octobre et ses 1,2 millions de manifestants précédant la levée de l'état d'urgence militaire, ou la journée de grève générale ponctuelle du 12 novembre qui a non seulement touché 90% du secteur public et 60% du privé en journée, mais a aussi été marquée le soir par d'innombrables pillages et destructions incendiaires, laissant des centres villes comme ceux d'Antofagasta, Osorno, Concepción ou Punta Arenas passablement ravagés. Mais cela ne doit pas pour autant recréer de fantasmes sur les protagonistes de cette révolte autonome sans leaders ni parti, qui ne sont pas un fantomatique « *peuple qui s'est réveillé* » cher aux nationalo-populistes, ni la fameuse « *classe ouvrière organisée* » si chère aux dinosaures marxistes : ce sont tous les individus qui pour des raisons différentes n'attendent rien du pouvoir, de ses miettes comme de ses réformes constitutionnelles, et décident de se servir directement tout en détruisant le reste. Celles et ceux qui ont compris sur leur propre peau qu'il n'y avait rien à négocier dans cet existant, mais tant de choses à démolir, car ce n'est qu'à partir de ce négatif que pourra surgir une vie complètement différente. Celles et ceux qui sont sortis dans la rue malgré le couvre feu de l'armée, celles et ceux qui continuent d'attaquer malgré les appels au calme et à la paix et malgré la répression (2400 blessés hospitalisés, notamment par balles, 26 000 arrêtés, dont plusieurs centaines de torturés, et 1400 incarcérés).

A Athènes et Mexico se sont déjà produites des manifestations solidaires, à Buenos Aires et à Marseille le consulat chilien a été visé, à Thessalonique la voiture du consul a cramé, à Montreuil une station de métro a été redécorée tandis qu'à Munich des distributeurs de billets de plusieurs stations se sont enflammés de joie ces derniers jours. Serait-il possible qu'une autre carte de visite des insurrections passées se fasse jour, soit une solidarité internationale enfin à la hauteur des enjeux de la révolte actuelle au Chili ? D'autant que ce ne sont pas les pans de l'existant à saluer chaleureusement qui manquent, y compris en suivant les indications fournies par-delà la cordillère des Andes...



Neuchâtel au cours de la nuit. A Solothurn et Berne le lendemain, le *Crédit Suisse* a ses vitres barbouillées de peinture. Des A cerclés et des slogans en solidarité avec le Rojava sont également tracés ici ou là.

16/10, Kiev (Ukraine). Des anarchistes revendiquent l'incendie d'un véhicule de police dans le quartier Svyatoshinsky.

16/10, Flers (France). Dans l'Orne vers 1h50 du matin, une voiture est enflammée dans le quartier St Michel sur un rond-point au pied d'une caméra de vidéosurveillance. La nuit du 30 septembre, c'étaient déjà des poubelles qui avaient brûlé au même endroit.

16/10, Saint-Germain-en-Laye (France). Dans les Yvelines, le commissariat de la police municipale se mange plusieurs molotovs au cours de la nuit.

16/10, Viam (France). En Corrèze, le déploiement de la fibre optique par *Axiome* est saboté : trois câbles en attente de raccordement sur un poteau sont volontairement coupés nets à 2 mètres 30 du sol. Les travaux sont retardés et 50 mètres de nouveaux câbles vont devoir être tirés.

17/10, Berlin (Allemagne). Le siège de l'entreprise *Thyssenkrupp* est attaqué avec des marteaux. Les assaillants laissent un tag « *Combattre la guerre et le fascisme ici* ». *Thyssenkrupp* a une importante section du développement et de la production dédié au secteur de la défense.

18/10, Toulouse/vallée de Sivens (France).

Dans la semaine à Toulouse, la chambre d'agriculture et l'agence

de l'eau *Adour Garonne* (en charge de l'étude sur les besoins en eau pour les agriculteurs intensifs) ont vu leurs façades repeintes assorties d'un message clair : *Il n'y aura pas de barrage à Sivens, les responsables payeront !* Un pylône de téléphonie mobile *Orange* a également été détruit par les flammes dans la nuit du 14 octobre dernier à Salvagnac (Tarn), contre ce projet de barrage.

18/10, Leipzig (Allemagne). Un véhicule de la compagnie immobilière *CG-Gruppe* est incendié, notamment en signe de solidarité contre les expulsions de squats à Exarchia en Grèce.

19/10, Rheinsdorf (Allemagne). Un camion électoral du parti d'extrême-droit *AfD* est incendié et détruit pendant la nuit.

19/10, Berlin (Allemagne). Deux distributeurs de billets incendiés dans la nuit « *Contre le système de surveillance et de contrôle, de la sanction et de la punition* » et notamment en solidarité avec les Trois des bancs publics et Loic (incarcérés à Hambourg).

20/10, Blois (France). La permanence du patron et candidat LR aux prochaines municipales, près du quai Villebois Mareuil, reçoit 42 impacts suite aux tirs de deux cartouches de chevrotine remplies de plomb tirées depuis un véhicule. Ce candidat souhaite multiplier par trois le nombre de caméras de vidéosurveillance dans la ville, armer les policiers municipaux, etc.

20/10, Halfar (Malté). Dans le camp pour migrants situé près de l'aéroport, une révolte incendiaire détruit plusieurs chambres, deux bâtiments

## I l y a quelques jours |

I l y a quelques jours, me promenant dans une ville du Sud de la France où le soleil brille presque tous les jours et tend ainsi à camoufler, quelque peu, l'atroce processus qui, ici comme ailleurs, transforme les êtres humains en déchets (superflus, abîmés, toxiques à un rythme vertigineux, cette ville où les taudis qui logent les pauvres s'écroulent et où le trafic de drogues, les arnaques immobilières, l'exploitation féroce des « clandestins » est aux commandes, dans cette meilleure ville du monde je me promenais donc. Je tourne à un coin de rue, et là, devant moi, en lettres rouges, était peint un slogan... « *PMA pour toutes* ». Je continue ma route, je tourne un autre coin, et le revoilà, le même slogan : « *PMA pour toutes !* ». Avec un point d'exclamation maintenant.

Et là, je me rappelle ces manifestations de réactionnaires à Paris pour s'opposer à ce que des homosexuels et des lesbiennes puissent se marier, le « *la famille = un père + une mère* » et autres calamités rétrogrades. Les manifestants s'étaient même affrontés avec celles et ceux venus les contester, voire avec les forces de l'ordre. Là déjà, ça parlait de la PMA, réservée exclusivement aux couples hétérosexuels.

De retour à la maison, je feuillette quelques livres pour en savoir plus. En fait, la *Procréation Médicalement Assistée*, c'est la dénomination pour les techniques médicales consistant à manipuler spermatozoïdes et/ou ovules pour aboutir à une fécondation. En gros, il y en a deux : c'est l'insémination artificielle intra-utérine (du sperme préalablement traité en laboratoire est inséminé dans l'utérus par le médecin) et la fécondation in vitro (l'ovocyte et le spermatozoïde se fécondent dans une éprouvette, les embryons sont ensuite implantés dans l'utérus d'une femme). Une troisième technique, qui est toujours en développement et activement expérimentée sur des animaux, c'est celle de « l'utérus artificiel » : la croissance d'un embryon ou d'un fœtus en dehors du corps humain. Pour avoir une idée de l'ampleur de ces pratiques médicales : en France, en 2014, il y a eu 142 000 PMA donnant lieu à environ 25 000 naissances (sur 820 000 naissances, soit 3 % de toutes les naissances). Et selon les statistiques et études sur le sujet de la fertilité, ces chiffres vont partir spectaculairement à la hausse dans les années qui viennent. En gros, les nuisances en tout

genre ont fortement dégradé la fertilité en Occident. L'empoisonnement de l'environnement par les exploitations industrielles, l'exposition prolongée aux ondes et aux perturbateurs endocriniens comme certains pesticides ou d'autres substances toxiques telles que l'arsenic, le plomb, l'aluminium, le mercure, les parabènes, le bisphénol A, la toxicité toujours plus élevée des produits alimentaires de l'agro-industrie, l'empoisonnement de l'eau par des résidus chimiques (comme les traces de drogues et de médicaments), tout participe à une certaine « stérilisation » de la vie (plantes, animaux, êtres humains). Rajoutons à cela encore un grand nombre de syndromes qu'on pourrait qualifier de particulièrement *modernes* tels que le stress, la dépression, le burn out, qui viennent influencer, de pair avec des habitudes modifiées (comme le fait d'attendre « plus longtemps » avant de se décider d'avoir un enfant, lié par exemple à un objectif de « carrière »), autant la fertilité que la natalité. Par conséquent, les investissements ont été et sont toujours plus massifs dans les biotechnologies qui traitent ce fameux « problème de la fertilité ».

**B**ien des combats ont été livrés pour essayer de briser l'injonction à la procréation, réduisant et confirmant les femmes à un rôle de « machines à enfanter » pour grossir les rangs des légions militaires et industrielles de la Patrie en expansion. A la fin du siècle dernier, les anarchistes ont été parmi les premières à organiser la contre-information sur la contraception, à combattre le mythe qu'une femme ne se réalise qu'en devenant mère, à diffuser des méthodes de contraception, d'avortement ou de vasectomie. Ces démarches valurent à de nombreuses anarchistes de lourdes peines de prison, une forte stigmatisation sociale, parfois même la mort. Mais elles et ils persistèrent, se battant pour une sexualité libérée de son corollaire de procréation, pour une vie où avoir des enfants relèverait avant tout d'un choix individuel, et non d'une obligation sociale, pour un amour libre où les rapports ne seraient réglés par aucune loi, ni profane ni céleste, mais par les individus eux-mêmes, dans la réciprocité et la confiance. Bien sûr, beaucoup de conneries ont aussi été répandues par des anarchistes, avec par exemple leur obsession pour une approche scientifique néomalthusienne de la procréation, où l'on finit par inventer d'autres codes et lois à respecter, et par instaurer un contrôle – allant au-delà des individus

administratifs, les vitres d'une voiture de police, et livre aussi aux flammes des voitures appartenant aux travailleurs sociaux du camp.

21/10, Dortmund (Allemagne). Pendant la nuit, deux molotovs sont jetés contre la façade la mosquée *DITIB*, une association religieuse turque pro-Erdogan.

21/10, Paris (France). *Koukouloforoi* revendique l'incendie d'un SUV avec plaque diplomatique rue Dumont d'Urville (16e arr.), derrière l'ambassade de Grèce. « *Liberté pour tous et toutes ! La solidarité c'est l'attaque* » conclut la revendication solidaire avec les anarchistes grecs en lutte, notamment ceux incarcérés.

21/10, Joué-lès-Tours (France). En Indre-et-Loire, une quinzaine d'inconnus parvient à faire tomber le mât hébergeant une caméra de vidéosurveillance. A l'arrivée de la police qui a suivi impuissante la scène en direct, la patrouille est accueillie à coups de pierres.

22/10, Berlin (Allemagne). Attaques au marteau coordonnées menées par *Des ami-e-s pour l'extension des zones dangereuses* : trois sièges du parti démocrate-chrétien CDU (à Wilmersdorf, Prenzlauer Berg, Schöneberg) et une filiale de la banque *Sparkasse* (à Hohenschönhausen) sont attaqués à différents endroits de la capitale. « *Beaucoup de réussite et de force à toutes les personnes en lutte qui parcourent chaque nuit les centres de l'Europe forteresse, les métropoles d'Amérique du Sud et toutes les autres zones de conflit pour accomplir la même chose que nous : la destruction de l'infrastructure ennemie comme condition à notre libération* » conclut la revendication.

22/10, Hambourg (Allemagne). Sur l'allée privée menant au domicile du chef de la chancellerie du Sénat de la ville, Jan Pörksen, deux grosses Audi sont incendiées au cours de la nuit. L'attaque est revendiquée en solidarité avec les « *trois du banc public* » et avec Loïc.

22/10, Berlin (France). Les *Groupes autonomes pour une résistance queer-féministe* revendiquent l'attaque contre le cabinet d'avocats *Kaesler und Kollegen* (à Charlottenburg) et le trust immobilier *Covivo Immobilien Berlin* (à Wedding), contre l'expulsion du Liebig34.

22/10, Meyzieu (France). Dans le Rhône, un sabotage incendiaire paralyse vers 20h les transports de la ville de Lyon : les lignes du tramway T3 et T4 ainsi que la navette Rhôneexpress vers l'aéroport sont entièrement interrompues, et la ligne T4 partiellement. C'est une armoire contenant câbles électriques et de fibre optique volontairement incendiée qui a provoqué ce résultat jusqu'au lendemain. Ses câbles menaient aux postes alimentant les systèmes de signalisation ferroviaire, mais aussi la haute tension pour le courant aérien, et la basse tension commandant tous les équipements : les 25 intersections barrières, la localisation des rames, les bornes d'information voyageurs, distributeurs de billets.

23/10, Berlin (Allemagne). Un fourgon de livraison d'*Amazon* (via son prestataire *PaSu-Logistic*) est incendié au cours de la nuit, notamment contre son nouveau projet d'installation dans la capitale (dans la future *EDGE-Tower*).

concernées – sur la natalité dans la société ou la commune libre.

Plus tard, dans des combats aussi vastes, d'autres pièges sont apparus. Face à une colère sociale au bord de l'explosion révolutionnaire, la domination a réussi à restaurer l'ordre en se restructurant aussi – donc pas seulement – grâce à une *certaine libéralisation des mœurs*. C'était un cadeau empoisonné, comme maintes combattantes de la première heure ont dû le constater amèrement une décennie plus tard. Car « *libéralisation* » ne signifie pas pour autant « *libération* », qui était pourtant le désir subversif qui animait ces combats. Une libération des brides morales, une émancipation des modèles patriarcaux de la famille (notamment adultes/enfants) et des rapports entre hommes et femmes, une libération des chaînes qui rivaient les femmes dans des rôles d'esclavage. Bien sûr, et contrairement à ce que prétend un certain « antiféminisme », le fait que le mouvement subversif contre le patriarcat des années 70 ait été « récupéré » et « intégré » pour venir à la rescousse de la restructuration de la domination, n'enlève rien à la justesse des combats, ni aux désirs subversifs qui en ont été à la base. Et il convient de souligner que la récupération n'intervient qu'*après* avoir neutralisé les relents révolutionnaires par la répression sous toutes ses formes (judiciaire, policière, sociétale, économique).

Tout comme le projet révolutionnaire anticapitaliste de « l'autogestion » de la production, plus ou moins commun à tous les courants révolutionnaires, a été recyclé, récupéré et intégré – jusqu'à un certain point – dans la production réorganisée (avec des ouvriers qui « auto-gèrent » une bonne partie de la chaîne de production, avec la prolifération de petites entreprises organisées de façon assez horizontales, etc.), le projet révolutionnaire anti-patriarcal des années 70 a été désamorcé de sa charge destructrice et libératrice pour se voir caricaturé aujourd'hui par des slogans hypocrites dans quasi toutes les grandes boîtes du monde entier et dans les bouches de tous les politiciens et politiciennes. Cela ne veut bien sûr pas dire qu'il n'y a plus de patriarcat, ou que ces entreprises qui se vantent de l'attention qu'elles portent au genre sont les phares de la lutte anti-patriarcale, ni que les politiciens qui prêchent l'antiracisme ne sont pas imbibés de racisme. Ce qu'il s'agit de saisir, c'est comment la restructuration de la domination peut se servir de projets subversifs désamorcés – et comment elle le *fait* d'une manière flagrante.

Pour en revenir au slogan que j'avais vu, c'est un exemple interpellant ce que qui est mis en question ci-dessus. Dans la logique des choses, il est tout à fait correct de revendiquer la PMA pour toutes. Pourquoi seuls les couples hétéros devraient-ils y avoir accès ? Parce que « *la famille = père + mère* », ce slogan imbécile qui ne prend même pas en compte la réalité, où de très nombreux enfants grandissent dans des milieux qui ne sont pas caractérisés par ce schéma de famille nucléaire ? Non, *PMA pour toutes*, c'est une revendication égalitariste, combattant la hiérarchie normée de la société. Cependant, on ne peut que remarquer que l'accès des femmes à des fonctions répressives a aussi été présenté comme une réalisation égalitariste, car pourquoi certains métiers devraient-ils être réservés aux hommes ? L'armée, institution patriarcale par excellence, ne reste d'ailleurs pas en reste sur la restructuration : en France, elle a même mené une campagne de recrutement ciblant les personnes « transgenre », car c'est bien connu, « *l'armée de Terre condamne toutes les formes de discrimination.* » Ou encore, pourquoi la pression sociale et patriarcale qui conduit tant de femmes à suivre les diktats de la mode et à reproduire les modèles en vogue ne pourrait pas aussi s'exercer sous la forme de religions menant à la croix, au foulard, aux *tilaks* etc. ? *Vive l'égalitarisme dans l'aliénation !*

Certainement aveuglés par une certaine logique de l'égalité en droits à laquelle cette société voudrait nous confiner, on oublie qu'il ne s'agit en réalité que de fausses manières de poser les problèmes. Bien sûr que la domination a tout intérêt à accentuer son contrôle sur la natalité, par exemple et entre autres par la généralisation de la PMA. Tout Etat, tout pouvoir, a toujours voulu contrôler le plus possible la croissance de la population sous son joug. Les mécanismes employés n'ont d'ailleurs jamais été univoques. En Chine, où le pouvoir a longtemps misé sur la politique nataliste d'un enfant par « couple », les méthodes contraceptives et le recours à l'avortement sont bien répandus et fortement encouragés. Ailleurs, elles sont limitées, interdites ou découragées, pour stimuler la croissance de la population ou en conséquence de préjugés religieux ou idéologiques. Et les deux peuvent même cohabiter, comme dans les États occidentaux qui promouvaient la contraception (voire des stérilisations forcées) dans les pays pauvres tout en rendant l'avortement difficile ou impossible sur leur sol. Les résultats n'ont pas toujours été ceux es-

23-24/10, La Réunion (France). Dans cette colonie française, la visite du Président Macron ne passe pas inaperçue. Le 23 octobre se produisent des affrontements avec les flics autour de l'aéroport où il a débarqué ; le 24 octobre éclatent des émeutes dans les quartiers du Chaudron à Saint-Denis et de la Rivière-des-Galets au Port : 25 voitures du concessionnaire *Peugeot* partent en fumée ainsi que la déchetterie de Saint-Laurent, un tabac et un Burger King sont pillés, un incendie de voiture se produit contre le supermarché *Jumbo Score*, le tout au milieu de barricades et affrontements avec la flicaille.

24/10, Lyon (France). Dans le Rhône, second sabotage des transports publics en quelques jours. Cette fois ce sont des câbles de fibre optique situés le long des voies qui ont été incendiés dans le secteur de Meyzieu. Le trafic sur le tram T3 et le Rhonexpress sont interrompus, le tram T4, lui, ne fonctionne que partiellement.

26/10, Hambourg (Allemagne). Pendant le mois d'octobre, le siège du parti des Verts et le siège du parti social-démocrate sont attaqués : leurs vitres sont brisées.

26/10, Rostock (Allemagne). En Mecklembourg-Poméranie occidentale depuis deux semaines, des voitures de luxe et des véhicules d'entreprises brûlent dans la nuit, le tout couronné par l'incendie d'une *Porsche Cayenne* à 90 000 euros.

26/10, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne). Dans le Bade-Wurtemberg pendant plusieurs nuits,

des véhicules appartenant à des entreprises comme *Thyssenkrupp* (défense, le 21), *Vonovia* (immobilier, le 23) et *Implenia* (constructeur de prisons, le 24) brûlent. Enfin le 26, c'est un utilitaire de *Johnson Control* qui part en fumée. Ce dernier est une filiale du groupe *Tyco*, développeur de systèmes de sécurité et d'alarmes utilisés notamment dans les prisons. .

27/10, Proletarsky district (République Populaire de Donetsk).

Des anarchistes font sauter une antenne-relais de téléphonie de l'opérateur *Phoenix* à l'aide d'une bombe, en mémoire du jeune anarchiste Mikhail Zhlobitsky, mort il y a un an en attaquant le siège du FSB à Arkhangelsk.

27-28/10, Mesnil-Amelot/Plaisir (France).

Dans ces deux centres de rétention (CRA) de la région parisienne éclatent des révoltes incendiaires. Au Mesnil-Amelot (Essonne) le 28 octobre en début de soirée, le feu est mis dans trois bâtiments, dont le n° 10 qui est le plus touché. La veille dans celui de Plaisir (Yvelines), c'est une chambre qui a été entièrement détruite.

27/10, Arlon (Belgique).

Lors du week-end d'occupation de la zone de la Sablière, où une forêt doit être rasée pour en faire une zone pour PME, des inconnus profitent de la nuit pour rendre visite au promoteur institutionnel de ce projet, *Idelux* : une dizaine de baies vitrées de sa façade sont brisées à coups de masse (plusieurs milliers d'euros de dégâts), et des tags redécorent ses murs (comme *Non à la destruction du bois, A cerclé...*).

comptés et restent souvent très contradictoires, car d'une certaine façon, pour procréer ou pas, des individus parviennent à contourner ou à échapper aux règles qu'une autorité cherche à leur imposer. En tout cas, *dans les mains de l'État, tout devient un instrument d'oppression*. L'avortement organisé par un État ne ressemble en rien à l'avortement auto-organisé par des individus : ni les buts ni les perspectives ne sont les mêmes. L'autogestion organisée par un groupe industriel pour accroître la flexibilité et l'autonomie des îlots de production ne ressemble en rien à l'autogestion de l'agriculture organisée par une « commune libre d'individus ». *La liberté dont parle l'État n'est pas la liberté dont parlent les ennemis de l'autorité*.

La PMA n'est, en fin de compte, qu'une énième conséquence de la société industrielle – et patriarcale (sauf si l'on croit que le pouvoir médical ne suit pas les schémas patriarcaux). À la stérilisation de la vie (qui soit dit en passant est bien autre chose que le choix individuel de se stériliser pour ne jamais avoir d'enfants) induite par l'empoisonnement et par l'intoxication de nos environnements, vient bien sûr répondre une solution « technicienne » mise au point par les biotechnologies. Cela n'a rien à voir avec un quelconque processus de libération. Il suffit de se souvenir – même si le temps s'accélère toujours plus et qu'on a tendance à perdre tout repère historique – que dans le « passé » (et encore aujourd'hui), le souhait d'avoir un enfant se réalisait aussi au-delà des limites du couple traditionnel avec l'aide d'amies et d'amis ou de connaissances, et pas forcément en passant par des rapports sexuels. Car, en fin de compte, si les mystères de la nature sont vastes, il est certaines choses que l'on peut tout-de même comprendre – et sans « tordre la queue du lion », comme Francis Bacon qualifiait la manière de procéder pour forcer la nature à livrer ses secrets.

Dans les années qui viennent, l'artificialisation de la procréation ne cessera de se poser. Mieux vaut donc continuer à y réfléchir, ce qui pourrait nous éviter de nous approprier les faux termes d'un faux débat. Le fond reste toujours le même : *jusqu'à quel point allons-nous permettre au pouvoir, quels que soient les habits sous lesquels il se présente, d'organiser et de contrôler tous les aspects de nos vies ?* Quand et comment décidons-nous de ne plus abdiquer notre individualité, de refuser de marcher, quel que soit le prétexte, vers un monde éminemment technicien ?





# | Face à face avec l'ennemi |

« Nous voulons être des révolutionnaires pour la Révolution ; des anarchistes pour l'anarchisme, et non pas pour une institution établie, un club, une simple congrégation. »

*Anarchia* n°1 (Buenos Aires), 1er avril 1930

BONJOUR À TOUT LE MONDE,

**F**in août, le livre « *Face à face avec l'ennemi. Severino Di Giovanni et les anarchistes intransigeants* » est sorti des presses de l'imprimerie *l'Impatience* ici à Marseille. Il s'agit d'une coédition entre *Tumult* et *L'Assoiffé* et c'est avec grand plaisir que nous avons fait ce livre qui est, pour l'instant en tout cas, le seul livre en français qui revient sur les expériences et les idées des cercles d'anarchistes expropriateurs en Argentine et en Uruguay dans les années 20 et 30 du dernier siècle.

Mais, si vous me le permettez, à quoi pourrait bien servir une présentation d'un livre ? En effet, si le livre est là, chacun et chacune peut le saisir et le lire. Il n'y a pas besoin que quelqu'un, comme moi ici, vienne raconter comment ce livre est beau, combien il est intéressant. Des mauvaises langues pourraient même suggérer que je suis ici afin de vous convaincre d'acheter le livre. A quoi bon, donc, cette présentation ? Je me suis posé la question. Peut-être que je pourrais commencer par expliquer un peu plus, au-delà du livre même, quelles sont les intentions derrière l'édition d'un texte qui parle d'expériences d'anarchistes sur un autre continent, il y a désormais presque 100 ans. Car si ce livre, comme les autres publications des éditions *Tumult* ou *L'Assoiffé*, n'a aucune vocation à devenir un bestseller commercial, ni à aider les chercheurs et les universitaires à s'approprier l'histoire du mouvement anarchiste, pas plus qu'à déverser une énième publication sur le marché militant, les motivations se trouvent bien ailleurs et ne sont évidemment pas neutres.

Il existe mille façons d'approcher l'histoire. Les faits ne sont, contrairement à ce qu'on croit communément,

28/10, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne).

Dans le Bade-Wurtemberg, deux élévateurs de l'entreprise *Butsch und Meier* sont incendiées pendant la nuit. La firme avait prêté son matériel aux unités spéciales de la police qui ont procédé à l'expulsion d'une occupation dans la Kronenstrasse.

28/10, Bruxelles (Belgique).

Le hall d'entrée de l'immeuble qui abrite le siège du parti d'extrême-droite Vlaams Belang, situé place Madou, reçoit de l'huile de vidange, tandis qu'une porte en verre est brisée.

29/10, Berlin (Allemagne).

Un projet de construction d'appartement de luxe à Friedrichshain est attaqué pendant la nuit : bris de vitres et jets de peinture sur la façade.

30/10, Athènes (Grèce).

Sur l'axe central de Patission, des anarchistes bloquent toute circulation avec des poubelles enflammées, brisent les vitres de plusieurs agences bancaires et affrontent les forces de l'ordre. L'action s'inscrit dans le cadre de l'appel à la solidarité internationale avec la révolte au Chili.

30/10, Berlin (Allemagne).

Les *Groupes Autonomes* revendiquent l'incendie d'un fourgon de l'entreprise d'énergie *Veolia*, dont sa filiale de logistique, *NOB*, est un prestataire de services pour les armées de l'OTAN.

30/10, Grenoble (France).

En Isère, l'incendie de la salle du conseil municipal du

29 septembre dernier est revendiqué. « *Cette action directe est le reflet de notre rejet de la démocratie et du citoyennisme, quel qu'en soit l'échelle. Se faire représenter et ainsi ôter son propre pouvoir de réflexion, de décision et d'action est un choix que nous n'acceptons pas.* » dit notamment le communiqué, qui conclut par « *En soutien à tou-te-s les rebelles qui attaquent ce monde.*»

31/10, Thessalonique (Grèce). Les *Incendiaires pour le Chili-Millénaire* incendient une voiture diplomatique en solidarité avec la révolte au Chili.

31/10, Vichnev (Ukraine). Le *Groupe d'anarchistes révolutionnaires* revendique l'attaque aux molotovs contre des véhicules de police garés sur le parking du commissariat dans la région de Kiev, en mémoire de l'anarchiste Mikhael Zhlobitsky, mort lors de l'attaque à la bombe contre les bureaux du FSB à Arkhangelsk l'année dernière. « *La liberté ou la mort, vive la révolution* » précise la revendication.

31/10, Athènes (Grèce). Pendant la nuit, un groupe d'anarchistes pénètre dans les bureaux du parti fasciste *Aube Dorée* près de la gare de Larissa, au deuxième étage d'un bâtiment. Ils brisent l'entrée et font exploser un engin incendiaire avec de l'essence et des bonbonnes de camping-gaz. Lors de leur fuite en véhicule, ils seraient tombés sur une patrouille de police près d'Exarchia, causant une fusillade lorsque les anarchistes ont ouvert le feu. Les policiers ont alors cessé la poursuite, personne n'a été interpellé.

pas si objectifs que ça. Les faits sont interprétés, traduits par celui qui les vit ou les observe à partir de son propre cadre de référence. Les faits peuvent être manipulés facilement : dans un récit qui se prétend historique, il suffit en effet de gommer ou de faire semblant d'oublier un autre fait, un certain contexte, les pulsions individuelles, pour faire apparaître ce fait sous une toute autre lumière. C'est facile, presque tous les historiens le font. Je peux mettre les deux pieds dans le plat tout de suite.

Severino Di Giovanni, un de ces anarchistes expropriateurs dont les péripéties constituent le fil conducteur de ce livre, a mis fin à la vie d'un autre anarchiste, du nom d'Emilio López Arango. Si je me limite à cela, j'imagine qu'une bonne partie d'entre vous diront : « *mais c'est quoi cette histoire ? Quand même, les anarchistes ne devraient pas s'entre-tuer !* ». Et je serais bien sûr d'accord. Mais là, j'aurai extrait un fait de son contexte, la plaçant sous une toute autre lumière, qui serait interprété par nous, chacun et chacune avec son propre cadre de référence. Cela équivaut à une manipulation, ou un auto-aveuglement si l'on veut. Car en effet, cet Arango, tué par balles par Severino, était bel et bien un anarchiste, mais c'était aussi une ordure. Il était le responsable du seul quotidien anarchiste au monde à cette époque-là, *La Protesta*, qui était sur une ligne disons légaliste et farouchement opposée aux débordements violents. Face à la multiplication d'attentats à l'explosif, de braquages, de faux-monnayage que réalisaient cet autre courant de l'anarchisme, le courant d'un anarchisme autonome et offensif, dans l'Argentine des années 20 et 30, Arango écrivait article sur article pour non seulement critiquer ces actions (et pourquoi pas, au final, chaque anarchiste est quand même libre de s'exprimer, non ?), mais aussi de suggérer des infamies comme quoi ces actions seraient l'œuvre de fascistes, d'agents infiltrés, de déséquilibrés... allant jusqu'à donner des noms dans les colonnes de son quotidien. Après d'âpres polémiques qui seront menées sur les journaux anarchistes du monde entier, après maintes invitations adressés à Arango de cesser les infamies qui n'aboutiront à rien, oui, quelqu'un est allé toquer à sa porte, probablement d'abord pour lui faire comprendre, une dernière fois qu'il devrait cesser ses crapuleries... et essuyant un rejet sec et méprisant, ce quelqu'un lui a tiré dessus.

Pourquoi raconter tout cela pendant cette présentation ? Parce que la démarche des éditeurs de ce livre n'est pas la démarche d'un historien qui s'amuse à manipuler, consciemment ou inconsciemment (souvent par manque de capacité à comprendre, s'il se penche sur les anarchistes, les idées anarchistes mêmes), mais la démarche de compagnons qui essaient d'écrire eux-mêmes l'histoire du mouvement dont ils font partie, même si ce mouvement n'est aujourd'hui bien sûr plus le même qu'à l'époque. Et il serait facile de faire le saut entre ce qui s'est passé devant la maison d'Arango il y a presque cent ans, et les nombreuses histoires tristes où les plumes tenues par des compagnons, les ragots répandus, les bruits de couloir, les volontés d'hégémonie sur le mouvement ont peut-être blessé plus grièvement que les balles des flics ou les barreaux des prisons.

Mais laissons le cadavre d'Arango là où il est. L'anarchisme de Severino Di Giovanni et ses compagnons, – et bonsoir à la neutralité – qui est bien celui qui ce livre propose encore pour aujourd'hui, est un anarchisme qui embrasse dans une grande accolade tous les aspects de la lutte révolutionnaire. L'action et l'idée, l'une autant nécessaire que l'autre. Partir de l'individu, plutôt que de tout baser sur une catégorie sociale ou l'adhésion à une organisation. La préférence pour les petits cercles affinitaires, basés sur des perspectives partagées, la confiance et la réciprocité, plutôt que les organisations formelles avec leurs congrès et leurs cartes de membre. « *J'ai beaucoup d'amour pour notre cause et je suis capable de tout pour la favoriser* », écrivait Severino Di Giovanni quelques mois avant d'être fusillé dans une lettre à un autre compagnon. Cet amour, cette volonté de se battre pour l'Idéal, n'allait se priver d'aucun aspect, d'aucun instrument estimé adéquat. Publier un journal d'agitation et aussi exproprier les banques pour financer la lutte. Faire exploser le consulat du régime fasciste italien à Buenos Aires, comme intervenir, la dynamite dans la valise, lors de conflits ouvriers. Organiser des soirées culturelles, monter une imprimerie pour publier des brochures et des livres, comme libérer, les armes à la main, des compagnons qui se trouvent dans les griffes de l'État. Répondre coup pour coup, face à face, aux brutalités du pouvoir en ciblant les responsables, et partager des repas au bord de la fleuve Rio de la Plata avec des compagnons.

31/10, France.

La nuit d'Halloween a été agitée en de nombreux endroits, ponctuée d'affrontements avec les flics et de voitures brûlées. A Béziers (Hérault), l'école primaire des Tamaris a été ravagée par les flammes et détruite, offrant un peu de répit à ses 300 élèves, tandis que le collège Krafft voisin a vu partir en fumée les salles des sections Segpa. A Fontaine-sur-Saône (Rhône), l'école des Marronniers a également été détruite par un incendie volontaire.

## NOVEMBRE 2019

2/11, Madrid (Espagne).

Une voiture électrique de location est incendiée pendant de la *Semaine de lutte contre le changement climatique et toute nuisance* du 20 au 27 septembre. « *Parce que la Smart City c'est la domination, le contrôle social, le capitalisme vert. Contre toute autorité, contre toute forme de domination, Mort à l'État* » conclut la revendication.

2/11, Chanteloup-les-Vignes (France).

Dans les Yvelines, un chapiteau de l'école du cirque de la *Compagnie des contraires*, un bâtiment flambant neuf, est incendié lors d'une émeute (800 000 euros de dégâts). Trois jours plus tard, ce sont deux engins de chantier qui partent en fumée à Mantes-la-Jolie.

2/11, Berlin (Allemagne).

Un demi-milliers de personnes manifestent contre l'aménagement urbain et en solidarité avec l'occupation Liebig34. A la fin du parcours, parsemé de coups dans des vitrines, des affrontements éclatent avec les forces

de l'ordre et un chantier de l'entreprise *CG-Gruppe* est envahi et endommagé par la foule.

2/11, Athènes (Grèce). Suite à l'expulsion du squat *Vancouver* (occupé depuis 13 ans), des anarchistes attaquent les forces de l'ordre avec des pierres et des molotov dans la rue et depuis les toits.

3-6/11, Brême (Allemagne). Neuf véhicules du géant de l'immobilier *Vonovia* sont incendiés et détruits pendant la nuit sur le parking de l'entreprise dans le Tabakquartier (250.000 euros de dégâts). La même nuit dans quartier Ostertor, une poubelle enflammée endommage l'entrée d'une agence immobilière. Le 6 novembre dans la nuit, des *Groupes autonomes* brisent plusieurs fenêtres du siège de *Vonovia* avec des pavés. Cette entreprise immobilière est dans le collimateur pour son rôle dans l'aménagement urbain de nombre de villes allemandes.

3/11, Grand Est (France). Au cours de la même nuit, notamment à Molay et Pressigny (Haute-Marne) ainsi qu'à Belmont et Chauvirey-le-Châtel (Haute-Saône), 10 mâts de mesures éoliens sont sabotés, dont 6 tombent après section de leurs câbles en acier, et 3 autres sont endommagés. La revendication solidaire avec Bure et l'Amassada précise notamment « *S'attaquer à l'éolien c'est aussi pour nous s'attaquer au nucléaire. S'attaquer à sa vitrine respectable. En effet nous ne croyons pas au mythe selon lequel les « énergies vertes » tentent de remplacer le nucléaire. Elle s'y additionnent. Nous ne vivons pas un moment de transition mais de croissance constante nécessitant donc une production toujours plus*



« *Les heures passent vite, chaque seconde qui passe doit être une catapulte lancée violemment contre la forteresse de la réaction bourgeoise. Ne perdons pas de temps à discuter sur comment et quand il faut agir. Tout est bon, chaque moment est le moment propice. Soyons les ennemis des ordres du jour et des assemblées pleines de démagogues : AGIR, AGIR, AGIR, comme la foudre, fort comme le cyclone, puissant comme un cataclysme ! Sans plus tarder, comme des enragés, comme des fous. Avec la rage de la vengeance et la folie de la douleur, Sacco et Vanzetti doivent être arrachés avec violence des mains du bourreau, maintenant.* »

Severino Di Giovanni

C'est cet anarchisme intransigeant qui fera irruption dans la société argentine à la fin des années 1920, des années marquées par une forte agitation ouvrière qui se répand sur toute la planète pour sauver les anarchistes Sacco et Vanzetti de la chaise électrique. En Argentine, l'industrie connaît un essor important, qui attira des masses d'immigrés et donnera lieu à d'importants conflits ouvriers et paysans. Ailleurs dans le monde, de plus en plus d'États prennent une tournure réactionnaire et dictatoriale. Si les nazis de Hitler ne sont encore qu'à la phase d'un putsch raté (Munich 1923), en Italie les fascistes de Mussolini s'emparent de l'appareil étatique, en Espagne le général Primo de Riviera instaure une dictature, et aux États-Unis les anarchistes sont déportés en masse. Cette tournure réactionnaire advient notamment suite aux agitations révolutionnaires à la fin de la Première Guerre mondiale. Contraints à l'exil, de nombreux anarchistes italiens et espagnols débarquent alors dans le port de Buenos Aires, comme c'est le cas de Severino Di Giovanni. Et l'Argentine était loin d'être une « terre vierge ». Des vengeurs anarchistes comme Radowsky ou Wilckens étaient sortis des rangs du vaste mouvement anarchiste pour frapper les bouchers à la tête de la répression sanglante contre les agitations révolutionnaires. Des expropriations audacieuses sont menées par des anarchistes comme Roscigna. Les grèves s'accompagnent presque systématiquement d'attentats contre le patronat et des fusillades contre les forces de l'ordre. La plus grande fédération ouvrière,

la FORA, réunissant des dizaines de milliers de prolétaires, est de tendance anarcho-syndicaliste et dispose de locaux, de syndicats, de cercles partout dans le pays, y compris dans les lointaines campagnes de la Patagonie ou au pied des Andes. Mais la FORA est en déclin. Les tendances centralisatrices tendent de plus en plus à suffoquer les flambées de révolte et d'action directe, ce qui renforcera un vaste panorama de syndicats autonomes de tendance anarchiste, prônant l'action directe et l'intensification des conflits. De l'autre côté, la tournure réactionnaire commence à prendre pied en Argentine avec la *Ligue Patriotique*, l'armée à tendance putschiste ou les organisations satellites du fascisme italien parmi les nombreux immigrés italiens.

Severino Di Giovanni, América Scarfó, Aldo Aguzzi, Paulino Scarfó, Agostino Cremonesi et tant d'autres vont publier d'abord le journal *Culmine*, suivi quelques années plus tard par *Anarchia*. On y trouvera non seulement de fougueux appels à l'action ou des apologies des attaques, mais également des analyses sociales, des débats sur l'amour libre, des poèmes et des recensions d'œuvres littéraires, de vastes débats sur les méthodes de lutte anarchiste et toujours, l'agitation pour les prisonniers anarchistes. Lorsqu'en 1930, le général Uriburu prend le pouvoir en Argentine et instaure une dictature militaire, *Anarchia* sera le seul journal anarchiste, bien sûr édité en clandestinité, réalisé sur le sol argentin.



*« Dans la lutte éternelle contre l'État et ses piliers, l'anarchiste qui ressent en lui tout le poids de son rôle et de sa rébellion qui émanent de l'idéal qu'il professe et de la conception qu'il a de l'action, ne peut pas souvent prévoir que l'avalanche qu'il fera bientôt déferler sur le versant devra nécessairement bousculer le coude du voisin qui est absorbé par la contemplation des étoiles, ou marcher sur le corps d'un autre qui s'obstine à ne pas bouger quoiqu'il se passe autour de lui. Si c'est inévitable dans la lutte, l'anarchiste ne le recherche pas délibérément ou par plaisir, c'est plutôt une accumulation de coïncidences qu'il rencontre sur son chemin et provoquent la note violente. Les récriminations habituelles, les « différenciations », les sérénades de pleurs, les déconsidérations de juristes de troisième classe,*

*importante d'énergies. Si l'énergie fais tourner le monde alors il nous semble bien important de nous en prendre à elle », en concluant « Nous ne voulons pas attendre la catastrophe. Nous voulons être la catastrophe. »*

3/11, Leipzig (Allemagne).

La patronne du groupe immobilier *Wassermühle*, Claudia Pech, est attaquée dans la rue et rouée de coups. *Wassermühle* participe très activement à l'aménagement très contesté du quartier Connewitz. Pech a été légèrement blessée. La revendication envoie notamment des salutations aux « trois du banc public ».

4/11, Braine-le-Château (Belgique).

Deux nuits de suite, des incendies sont allumés sur le chantier d'agrandissement de la déchetterie. Des engins de travaux partent en fumée et les flammes atteignent les hangars. Le préjudice est estimé à 2 millions d'euros.

8/11, Briare (France).

Dans le Loiret vers 4h30, une voiture de la police municipale est incendiée, tout comme celui des services techniques de la mairie garé à côté. Les dégâts sont estimés à 30.000 euros.

4/11, Fribourg-en-Brigau (Allemagne).

Un fourgon de l'entreprise immobilière *Vonovia* part en fumée dans la nuit.

5/11, Berlin (Allemagne).

Les vitres des bureaux de l'entreprise industrielle *Karcher* sont brisées, notamment pour sa participation au développement de matériel de guerre.

5/11, Rodewisch et Bautzen (Allemagne).

En Saxe, les *Cellules incendiaires combattives contre les prisons* revendiquent deux sabotages incendiaires simultanés contre des collabos qui participent à la construction de la nouvelle prison de Zwickau-Marienthal : l'entreprise de voirie *VSTR* à Rodewisch et l'entreprise de construction *Hentschke Bau* à Bautzen. Des engins de chantiers, deux camions-benne, deux pelleuses, un fourgon et un semi-remorque sont calcinés (au moins 400 000 euros de dégâts). La revendication précise leur solidarité avec les prisonniers, comme Loïc (incarcéré pour des faits du G20 Hambourg), les trois du « banc public » (deux anarchistes incarcérés à Hambourg suite à découverte d'engins incendiaires dans leur sac à dos), Thomas Meyer-Falck (toujours en « détention de sécurité », à l'origine condamné pour des braquages de banque) et Lisa (incarcérée en Espagne, purgeant une peine pour un braquage en Allemagne).

6/11, Berlin (Allemagne).

La façade d'un concessionnaire *Mercedes* est attaquée avec des pierres et de la peinture, notamment pour ses contrats avec de nombreuses armées dans le monde pour la fourniture de véhicules militaires.

6/11, Chemnitz (Allemagne).

Sur un chantier urbain, des câbles de télécommunication sont incendiés dans la nuit. Jusque dans l'après-midi, au moins 14 000 foyers se retrouvent privés d'internet, de téléphone et de télévision.

6/11, Brême (Allemagne).

Les vitres des bureaux de *Vonovia* sont brisées comme action

*les malédictions de toujours et les répudiations ne peuvent remédier à l'inévitable : si nous devons courir sur le chemin, nous ne pouvons le faire en restant sur place ou en nous laissant entraver par un faux sentimentalisme improductif sans faire obstacle à ce qu'on veut atteindre comme but de la rébellion énergétique. »*

Severino Di Giovanni

**D**e Severino Di Giovanni et ses compagnons, pour peu qu'il soit connu dans l'espace francophone, on ne retient souvent que les épisodes de l'attentat contre le consulat italien le jour des festivités du fascisme. L'attentat ravage le bâtiment et fauchera sept fascistes, un fonctionnaire de l'État argentin et une onzième personne. Mais bien peu est généralement su des nombreuses autres attaques contre les domiciles de fascistes notoires en Argentine, contre des institutions fascistes ou contre des événements de ce régime comme la projection d'un hommage au fascisme dans le cinéma de Cordoba. Sinon, on retient généralement la bombe dans la *City Bank* à Buenos Aires la veille de Noël, lors de l'agitation pour Sacco et Vanzetti, qui elle aussi fera des victimes, mais on ne sait rien de l'attentat contre une usine de cigarettes dont le propriétaire voulait donner le nom de « *Sacco & Vanzetti* » à sa marchandise, de l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Buenos Aires et à Montevideo en Uruguay, de la tentative d'attentat contre le président des États-Unis, Hoover, lors de sa visite officielle en Argentine ou des sabotages du transport ferroviaire. Peut-être quelqu'un se souvient-il de l'attentat contre la cathédrale de Buenos Aires, dans le cadre de l'agitation pour la libération de Radowitsky, le vengeur de la Semaine Tragique où des centaines d'émeutiers furent fauchés par le plomb des militaires, mais peu de monde sait qu'il y avait encore une deuxième bombe prête à démolir la cathédrale, et qu'une troisième a été retrouvée et désamorcée devant une basilique dans la capitale argentine au cours de la même nuit.

Quoi qu'il en soit, le livre que nous avons édité ne peut bien sûr pas prétendre à l'exhaustivité concernant les attaques, sabotages et tentatives qui ont eu lieu dans ces années-là. D'autant plus que ce n'était pas dans les habitudes de revendiquer des actions (en fait, personne ne le faisait). Si beaucoup d'actions

sont reprises dans la presse, d'autres sont sans doute restées dans l'ombre. Quant aux motivations derrière ces actes, tous les journaux anarchistes s'exprimaient là-dessus, l'un suggérant plutôt ceci, l'autre plutôt cela (hormis, bien sûr, les infamies qu'on évoquait plus haut de ceux qui suggéraient, et je reprends les mots de cet autre pontife de *La Protesta*, Abad de Santillan, que « *les mains derrière ces attentats sont anonymes... et donc suspectes* », suspectes au sens qu'ils seraient le fait de fascistes, d'agents provocateurs, de déséquilibrés etc.). Les attaques appartenaient, si l'on veut, à tout le mouvement. Si la presse allait souvent semer la confusion, comme lors de l'attentat meurtrier contre le consulat, en parlant de « *victimes innocentes* » alors qu'il s'agissait de 7 fascistes, 1 représentant de l'État, et une autre personne qui assistait aux célébrations du fascisme italien, et que certains journaux anarchistes s'y sont laissés prendre en déplorant des « *frappes dans le tas* », d'autres journaux se hâtaient de clarifier le contexte et la démarche de l'attentat. En tout cas, ces années-là en Argentine donnent un exemple où une vaste offensive armée lancée par des anarchistes réussit se passer de revendications.

Enfin, si certains historiens cherchent à nous faire croire que lorsque Severino et Paulino Scarfó sont finalement arrêtés, jugés et exécutés, tout s'arrête plus ou moins, c'est pourtant loin d'être le cas. Pendant des années encore, d'autres anarchistes intransigeants vont mener, pour le dire avec les mots d'Amérique Scarfó, la compagne de Severino, « *une action opiniâtre contre les tyrans* », multipliant les attentats à l'explosif, tentant des évasions ou tuant des bourreaux du régime.



Dans la mesure de nos capacités, nous avons essayé de faire un livre qui, tout en prenant la vie de Severino Di Giovanni comme fil conducteur, n'en fait pas un individu isolé, mais un compagnon entouré par d'autres compagnons et compagnonnes. Un livre qui ne raconte pas seulement les histoires des attentats et des braquages, mais cherche aussi à creuser les idées qui étaient à la base de tout cela, les discussions et les polémiques que cela générait. Pour cela, nous sommes partis de l'œuvre d'un journaliste/historien libertaire démocrate, Osvaldo Bayer, qui avait fait une

contre « *l'aménagement des quartiers* » et contre un « *profiteur de la gentrification* ».

6/11, Milan (Italie).  
Cinq véhicules de l'entreprise *MM*, société de la mairie de Milan chargée de l'eau et du parc HLM (et à ce titre fait partie des responsables des expulsions locatives), sont incendiés dans la nuit. Revendiqué en solidarité avec les personnes réprimées suite à l'expulsion de l'Asilo à Turin et dans le quartier de la Borona à Milan, et « *tous les prisonniers* ».

6/11, Rome (Italie).  
Vers 4h50 du matin, une cabine électrique qui alimente le système ferroviaire de signalisation est incendiée à la hauteur de Ponte Lanciani, près de la gare de Tiburtina (Rome). Nombreux retards et annulations de trains, y compris vers l'aéroport.

7/11, Berlin (Allemagne).  
Bris de vitres et jets de peinture chez l'agence publicitaire *Crossmedia*, qui s'occupe de la campagne de recrutement de la Bundeswehr (armée).

8/11, Stuttgart (Allemagne).  
L'entrée d'un établissement du groupe industriel *Thyssenkrupp*, qui fournit les systèmes électriques des chars *Leopard 2* utilisés par l'armée turque en Syrie, se mange des pierres. Les assaillants foutent aussi le feu devant l'entrée et revendiqueront leur action comme acte de solidarité avec « *le peuple kurde* ».

9/11, Graz (Autriche).  
Deux voitures de l'entreprise *Energie Steiermark*, impliquée dans la construction contestée d'une centrale électrique sur la rivière

Mur, sont incendiées dans la nuit. D'autres sont endommagées par les flammes. « *Nos pensées sont avec les compagnon-ne-s qui, aux quatre coins du globe, veulent aussi faire la peau aux rapports oppressifs* » conclut la revendication.

9/11, Flers (France).

Dans l'Orne, la mairie-château part en fumée peu après 4h du matin. Les flammes, parties des salles abritant les services administratifs de la ville, ainsi que ceux de la police municipale et de l'accueil du public, ont ravagé plus de 400 mètres carrés du bâtiment, dont le toit s'est effondré (3 à 5 millions d'euros de dégâts).

10/11, Saint-Raphaël (France). Dans le Var, dix jours avant son inauguration, la permanence du candidat FN aux municipales se mange pierres et peinture. Une personne arrêtée.

11/11, Kiev (Ukraine).

La *Cellule de solidarité révolutionnaire* revendique le sabotage incendiaire de deux antennes-relais à Zahaltsky et Piskivka, dans les environs de la capitale. Les antennes appartiennent à l'entreprise *Lifecell*, filiale de *Turkcell*, importante entreprise turque de télécommunication. Les attaques ont été effectuées en signe de solidarité contre l'invasion turque en Syrie.

16/11, Munich (Allemagne).

Ces dernières nuits, plusieurs distributeurs automatiques de billets ont été incendiés dans différentes stations de métro. Le consulat du Chili a reçu de la peinture et le tag « *Feu à tous les États ! (A)* », une église toute proche a été repeinte, elle aussi, plus un tag « *Ni Dieu, ni État, ni Patriarcat* ». Le tout, bien sûr, en solidarité avec la révolte en cours au Chili.

recherche plutôt vaste pour écrire son livre sur Di Giovanni. Les lacunes, les interprétations fastidieuses, les omissions volontaires, l'incompréhension des idées qu'ils portaient et la vision toujours journalistique truffent son récit. Ensuite, nous avons pu puiser dans les nombreuses publications anarchistes de l'époque ainsi que dans quelques essais, ouvrages, brochures et livres qui ont vu le jour ces dernières décennies sur cette période et ces anarchistes. Si on s'est également aventuré à consulter les archives policières et la presse officielle de l'époque, c'était surtout pour nous aider à reconstruire les parcours des compagnons et les chronologies des événements. Voilà plus ou moins pour la généalogie de ce livre.



**L**e 29 juillet 1999, une femme de 86 ans se présente à la *Casa de Gobierno*, le siège du gouvernement argentin. C'est América Scarfó, l'amante de Severino et sa compagne. Pendant des décennies, le gouvernement avait séquestré les lettres qu'América et Severino s'étaient écrites. Après avoir financé des éditions du livre de Bayer, le gouvernement argentin voulait en faire une cérémonie pour clore enfin cette histoire. Invitée à poser devant des journalistes et à répondre aux questions, América dit sèchement : « *Je suis venue pour récupérer quelque chose qui m'appartient. J'ai un souvenir très douloureux de cette Casa. C'est d'ici qu'est sorti l'ordre d'exécution d'Uriburu. C'est d'ici que sont sortis depuis les ordres pour tuer tant de jeunes...* » América est morte en 2006, après une vie entière dédiée à l'anarchisme, refusant, jusqu'à son dernier souffle de faire la paix avec ce monde d'oppression et d'exploitation.



[Transcription de la présentation du livre « *Face à face avec l'ennemi. Severino Di Giovanni et les anarchistes intransigeants dans les années 1920-1930 en Amérique du Sud* » réalisée lors de la *Foire du Livre Anarchiste* à Marseille, 21-22 septembre 2019, agrémentée de quelques citations supplémentaires de Di Giovanni.]

Pour se procurer ce livre, écrire aux éditions *Tumult* (tumult\_anarchie@riseup.net) ou aux éditions *L'Assoiffé* (lassoiffe@riseup.net)



# | Res communis ou res nullius ? |

C'est désormais devenu un refrain récurrent, inévitable, quasi obsessionnel. Il pointe son nez dans chaque discours, il prend place dans tous les débats, il est conjugué à toutes les sauces. Partout où il y a une situation de lutte, une lueur de dissensus, une étincelle de conflit, vous pouvez être certains que quelqu'un commencera à vous parler de *bien commun*. Au début, ce mot réexhumé (et d'origine catholique, comme on l'a déjà vu) ne servait qu'à indiquer un élément naturel comme l'eau. Puis, lorsque quelques uns se sont rendus compte combien ce refrain fonctionnait, à quel point il était en mesure d'attirer l'attention et de grimper au hit parade du consensus politique, tout s'est rapidement transformé en « bien commun ». Pour le défendre, des comités et des listes électorales citoyennes prolifèrent un peu partout.

C'est le citoyennisme dans sa quintessence même, c'est-à-dire la récupération des tensions subversives à des fins réformistes. Ce qui nous entoure n'est plus perçu et présenté comme le fruit empoisonné (c'est-à-dire à refuser) d'un système social infâme (et qui pour cela doit être détruit). De nos jours, il est davantage perçu et présenté comme s'il s'agissait de la richesse de tous (donc à accepter) mise danger par quelques-uns (et qui doit donc être protégée). Avec la lutte pour le « bien commun », on est ainsi passé petit à petit sans s'en rendre compte, de la sauvegarde de ce que la nature nous offre généreusement, à la sauvegarde de ce qui nous est odieusement imposé par l'Etat.

Avec un peu de fantaisie macabre, la métropole n'est plus cet agglomérat urbain

« tentaculaire », pensé et construit pour répondre aux exigences du contrôle et de l'exploitation, anéantissant toute liberté en embourbant les individus qui l'habitent dans l'aliénation. Non, même la métropole est désormais devenue un bien commun. L'université n'est plus le centre de dressage des jeunes cerveaux, l'antichambre de l'esclavage salarié, la rampe de lancement d'une carrière synonyme d'abjection. Non, l'université est devenue un bien commun. Le travail n'est plus l'exploitation de l'être humain, la pire des polices, la version pudique de la prostitution. Non, même le travail est désormais devenu un bien commun. La démocratie n'est plus cette forme d'oligarchie qui justifie l'autoritarisme niché dans tout pouvoir avec l'hypocrisie de l'inexistante volonté de la majorité, l'alter ego (en forme de carotte) de la dictature (en forme de bâton). Non, la démocratie est elle aussi devenue un bien commun. Avec un zeste de ridicule, n'en est-on pas venus à décréter comme un bien commun jusqu'au tourisme, cette industrie du temps libre ?

Comme on le voit, ce qui devrait être remis radicalement en question et refusé est, à travers la rhétorique citoyenniste, incorporé comme sien et accepté. Ceci fait, il ne reste alors qu'à s'en prendre à une mauvaise administration à laquelle adresser des reproches « légitimes » et des plaintes, renforçant ainsi la conviction que l'horizon institutionnel est le seul imaginable. Mais qu'on ne pense pas que les chiens de garde de l'existant sont les seuls à tresser les louanges du bien commun. Mais non ! Certains subversifs sont aussi restés enchantés par l'opposition théâtrale entre *bien commun* et *bien public*. Le bien com-

mun est ce qui appartient à tous, tandis que le bien public est ce qui appartient à l'Etat. C'est ce qui explique les invitations militantes à se mobiliser, à prendre parti pour défendre le premier, qu'il s'agit d'étendre, contre l'arrogance du second, qu'il s'agit de réduire.

Désormais, on se trouve face à une véritable fraude idéologique. La distinction entre bien commun et bien public est une distinction juridique qui garde rigoureusement à la marge de son discours le négatif : le bien de personne, la *res nullius*. Dans le langage du droit antique, on entendait par *res nullius* tout ce qui n'était propriété de personne, et donc à la libre disposition de tous. C'était là la différence avec la *res communis*, le bien commun. La *res nullius* était hors du droit, et dans un certain sens en attente de sa réglementation ; la chose en question était à tous parce qu'il n'avait pas (encore) été établi à qui revenait le titre de propriété. La *res communis* était à l'intérieur du droit, la chose appartenait à tous *parce que c'est ce qui avait été décrété par la loi*. Que la gauche agonisante courre derrière la pensée catholique pour revendiquer une mise en commun légale et institutionnelle des richesses, on comprend bien pourquoi. Mais que ceux qui aspirent à bouleverser ce monde, ceux qui voudrait se passer de toutes les lois, si jamais ils voulaient utiliser un tel langage, ne devrait-on pas s'attendre à ce qu'ils défendent la *res nullius* plutôt que la *res communis* ?

Les produits de ce monde, reflets de son ordre mortifère, ne nous appartiennent pas et nous ne voulons pas les revendiquer. Ils nous déçoivent, « à l'image et à la ressemblance » de leurs maîtres. Ce que nous voulons, ce que nous désirons, est complètement différent de ce monde infesté de travail et de métropole, de démo-

cratie et d'université. Quant aux trésors de la nature, ou même au génie de l'être humain, s'ils sont à la libre disposition de tous en général c'est parce qu'ils n'appartiennent à personne en particulier. Ils sont la chose de personne, en dehors de la loi, sans titre de propriété. *Res nullius*, justement.

Laissons donc les prêtres et les militants de gauche se démener pour étendre et revendiquer une reconnaissance juridique. Contre tout réalisme politique, nous visons à la supprimer du tout au tout.

*Finimondo,*  
15 septembre 2012  
(traduit de l'italien)

# | Revues, livres & journaux |

**Sante Caserio. Ce fut mon cœur qui prit le poignard**, ed. l'assoiffé (Marseille), 310 p., septembre 2019

Quelqu'un serait-il en mesure d'expliquer pourquoi ce n'est que 125 ans après qu'un anarchiste ait assassiné rien moins qu'un Président français en exercice, que sort enfin un bouquin digne de ce nom, à propos de Sante Caserio ? Car le moins qu'on puisse dire, c'est que si Caserio a réussi son affaire le 24 juin 1894 avec audace et détermination en déchirant le foie de l'auguste monarque républicain – ce qui était bien l'essentiel –, on ne peut pas dire que le mouvement en ait fait grand trésor ces dernières décennies. En Italie, où on célèbre parfois encore ce « *jeune hardi et fort / qui par amour de vous défia la mort* », où on se souvient à l'occasion de ce compagnon « *boulangier et pas balance* », c'est peut-être grâce aux chansons, mais aussi parce qu'une partie du mouvement anarchiste n'a jamais remis au placard l'action directe individuelle qu'il est resté dans les coeurs.

Qu'on en juge plutôt en examinant les rares titres qui lui étaient consacrés avant la sortie de ce recueil très complet édité par *l'assoiffé* : il existe l'ouvrage d'un des plus hauts magistrats du pays, qui a passé sa carrière comme procureur avant de finir Premier président de la Cour de cassation (1994), les actes d'un colloque lyonnais réalisé à l'initiative de préfets et de magistrats du coin (1995), celui d'une universitaire passée de l'étude des îles bretonnes à une opportune spécialisation sur la « violence politique » (2012), ou ce-



lui d'un ignare de l'éducation nationale, qui y consacre sa retraite après avoir passé sa vie à donner des cours aux rejetons de l'élite genevoise (2019). Quant à la toile, qui n'est jamais aussi futile et dérisoire que lorsqu'elle multiplie les falsifications par le truchement infini des copiers/colleurs, il suffit de lire la *Déclaration* originale de Caserio en italien ou sa traduction française publiée dès septembre 1894 dans *Le Père Peinard* exilé à Londres et de la comparer à ce qui traîne sur l'ensemble des sites, de ceux plus académiques jusqu'aux centrifugeuses de données, et il y a de quoi tomber de sa chaise (ou de son lit). « *Je crois en Dieu; mais...* » au présent là où Caserio explique à propos de son enfance « *je croyais en un Dieu, mais...* » ; « *Si vous voulez ma tête, prenez-la, mais ne croyez pas qu'en faisant cela vous arrêterez le mouvement anarchiste* », là où Caserio ne parle pas du mouvement, mais de la « *propagande anarchiste* » ; « *nous répondons aux gouvernements avec la dynamite, la bombe, le stylet, le poignard* » là où Caserio ne cite ni le saugrenu stylet ni la bombe mais ajoute le Feu et le Fer, ...et ainsi de suite.

Rien que pour découvrir enfin les idées de ce compagnon et le récit de son parcours comme de son acte avec ses propres mots, de son arrestation sur place jusqu'à son exécution (mais aussi quelques lettres antérieures ou envoyées de prison), lire ce livre est indispensable. Et pourtant, si on s'en tenait à cela, cet ouvrage ferait moitié moins de pages. Car son apport va bien au-delà : il contient non seulement des af-

fiches anarchistes d'appel à l'action collées sur les murs entre 1892 et 1897, mais aussi de nombreux articles publiés dans des publications anarchistes françaises, brésiliennes, italiennes ou nord-américaines de 1894 jusqu'en 1926 pour défendre et rappeler son geste fatal. Cette partie est certainement la plus originale et inspirante du livre, puisqu'elle renvoie directement à des questions contemporaines sur l'agitation, la solidarité, la vengeance, l'apologie, la défense ou la mémoire d'une attaque particulière. On peut ainsi sourire au commentaire de Louise Michel (« *En Carnot, c'est toute une classe, c'est tout le monde bourgeois qui vient d'être frappé... Une fois de plus, l'anarchie aura bien mérité de l'humanité* »), s'émouvoir avec le long poème de Voltairine de Cleyre, retrouver le raisonnement implacable de Libertad, mais aussi la lucidité du journal *L'avvenire* de Sao Paulo, qui parle déjà du refus de faire « *un martyrologe* ».

Enfin, une courte postface incisive aborde quelques autres questions d'actualité, comme celle de la responsabilité des puissants d'aujourd'hui et des écrans de fumée qui les cachent trop souvent, rappelant que c'est à chaque cœur qui bat encore de prendre dans l'histoire de quoi remplir son propre arsenal...



**Tabula rasa** . *Journal mural contre la prison et tous les enfermements* n°2, Caen, octobre 2019 - A3 recto/verso

Après un premier numéro sorti en mai dernier, *Tabula rasa* revient, toujours comme contribution à la lutte contre la construction d'une nouvelle prison à Caen, avec la même perspective clairement af-

firmée : « *le seul remède aux maux de cette société, c'est la liberté, la destruction de toute oppression et exploitation, la destruction des fondements mêmes de cet ordre social.* » Au sommaire de ce numéro cette fois consacré aux frontières (le précédant s'étant intéressé à la nouvelle taule prévue à Iles et au mouvement des matons de la prison de Condé-sur-Sarthe), on trouvera un texte sur les centres de rétention, et plusieurs brèves de révoltes et évasions dans ces prisons pour étrangers sans-papiers.

**A Travers** . *Creuser les murs, brûler les frontières* n°1, octobre 2019 - A3 recto/verso

Dans ce premier numéro qui comme celui de Caen est une feuille d'agitation qui s'adresse à la rue, on trouvera plusieurs petites histoires de solidarité et d'insoumission concernant aussi bien des révoltes à l'intérieur que des retours de manivelle contre les flics (du CRA ou de la PAF) à l'extérieur, ainsi qu'un récit d'audience devant le juge des libertés (JLD), le tout illustré par une pince-monseigneur qui ne s'en laisse pas conter. « *Barrières naturelles, murs et postes frontières entre les Etats, [les frontières] se matérialisent sous plein d'autres formes en-dehors de ces lignes géographiques et politiques : flics qui raflent et contrôlent dans les rues ou dans les transports en commun, juges qui enferment dans des centres, entreprises et associations qui collaborent avec les Etats, etc.*»

On peut retrouver ces deux publications sur les bonnes tables de presse ou les télécharger sur différents sites anarchistes.

